



Faure Gnassingbé, champion désigné du Mutaa

Un quart de siècle de parlementarisme au service des peuples

PAGE 4

Le Togo actualise ses données pour le rebasage du PIB

PAGE 5

Projeté à 2 740,5 milliards FCFA avec 3 innovations sociales majeures

PAGE 3

AMU : la CNSS part à la rencontre des travailleurs non-salariés

La tournée suivra un calendrier précis, des Savanes au Grand Lomé. Une dynamique nationale, pensée pour que personne ne reste en marge de l'Assurance maladie universelle.

228... c'est ton ticket pour la grande fête !
 Cumule 228 points chaque semaine pour tenter de gagner ta voiture, ton billet d'avion, ta PS5, tes bons d'achats et plein d'autres surprises !
 Consultation au *909*2284
 yas.tg



SOMMAIRE

Bénin/Constitution
Révision constitutionnelle : un septennat pour contourner sans modifier



P 4

Lancement de l'EMCT-2
Le Togo actualise ses données pour le rebasage du PIB



P 5

Football
FTF réinvente l'organisation et l'homologation des compétitions



P 10

Echos des bénéficiaires des produits FNFI

Loukoum N'nawè : Un parcours inspirant de Niamtougou à Namon

Originaire de Niamtougou, Loukoum N'nawè a grandi dans cette localité de la préfecture de Doufelgou où elle a également trouvé l'amour et s'est mariée. C'est la profession de son mari qui les a amenés à s'installer dans le canton de Namon il y a de cela 20 ans. Son parcours est marqué par des défis et des rêves avortés, mais aussi par une détermination digne d'une femme Togolaise à réussir malgré les obstacles. Découvrez dans ce nouveau numéro de la rubrique Échos des bénéficiaires son histoire.

Des débuts délicats, mais des horizons prometteurs

Loukoum a fréquenté l'école jusqu'en classe de 5ème, mais ce fut une période difficile pour elle. Orpheline de mère et négligée par ses marâtres, elle a dû abandonner ses études. "Ça a été un choix difficile. Mais je n'avais aucune possibilité de continuer", confie-t-elle.

Face à cette réalité, Loukoum a rapidement pris en main sa destinée. Elle a débuté avec peu de moyens, investissant dans la vente de riz et de Tchoukoutou pour subvenir à ses besoins.

"Le riz je préparais et je faisais le tour des écoles pour vendre. Tchoukoutou c'était surtout les dimanches", précise-t-elle. Lorsqu'elle a rejoint son mari, le couple a dû quitter Niamtougou pour le Canton de Namon. Elle a dû mettre en suspend ses propres activités mais s'est rapidement efforcée de reprendre avec une somme de 2000 FCFA en achetant 4 bols d'arachides pour fabriquer et vendre des galettes d'arachide.

"J'ai été étonnée de l'évolution. Moi qui ai commencé avec 4 bols d'arachides, après deux mois j'étais capable d'en avoir une vingtaine", raconte-t-elle avec fierté. Elle a repris avec la vente de Tchoukoutou. Sa boutique, non loin du marché de Namon, a continué de croître. Même le décès de son feu mari n'a pas ralenti son ardeur. Elle a d'ailleurs diversifié ses activités en ajoutant du sorgho et d'autres produits. Mais Loukoum ne s'est pas arrêtée là. Lors d'un voyage à Niamtougou, elle a découvert les machines pour écraser les épices. Avec détermination, elle a économisé pour en acheter et est devenue la première femme de Namon

à en posséder. "Fallait venir voir à cette époque. J'étais débordée avec ma machine. Plusieurs femmes venaient", raconte-t-elle.

L'Impact du FNFI dans son chemin vers l'autonomie



Loukoum N'nawè

L'année 2015 marque un tournant dans la vie de Loukoum lorsqu'elle est devenue bénéficiaire du Fonds National de la Finance Inclusive (FNFI). Elle a d'abord bénéficié du produit APSEF, puis du produit AGRISEF, étant

également propriétaire d'un champ. Motivée par les taux d'intérêt avantageux et sa réputation de bonne rembourseuse, elle a également obtenu le produit AJSEF, avec un montant de 300 000 FCFA. Cela lui a permis de

Aujourd'hui, Loukoum N'nawè est une source d'inspiration pour de nombreuses femmes de Namon. Fière de son parcours, elle a pu construire une petite maison et est en train d'achever une auberge

renforcer sa boutique, de diversifier ses produits et de se lancer dans le stockage de céréales.

"J'ai commencé sur fonds propres, mais le FNFI m'a permis d'aller plus loin", témoigne-t-elle.

dans cette modeste localité. Elle espère continuer à bénéficier de l'accompagnement du FNFI pour aller encore plus loin dans son entreprise et inspirer d'autres femmes à réaliser leurs rêves.

Ceci est un programme du ministère chargé du développement à la base et de l'économie sociale et solidaire



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
Edité par DIRECT MEDIA RCCM
N° TG_LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : (+228) 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail : atogomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
Tw: @togomatin1
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
Motchosso Kodolakina
Secrétaire de rédaction :
Edy Alley
Responsable web:
Carlos Amevor
Comité de rédaction:
Françoise Dasilva

Alexandre Wémima
Edem Dadzie
Luc Biova
Rachid Zakari
Responsable administrative, financière
et commerciale:
AMAH Essognim

Graphiste:
Eros Dagoudi
Imprimerie: Direct Print
Distribution : TogoMatin
Tirage : (2000 exemplaires)

Togo/Royaume-Uni

Ben Coleman a beaucoup d’espoir pour l’avenir de ce partenariat

Le président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé s’est entretenu le 13 novembre 2025 avec une délégation du Royaume-Uni, conduite par l’envoyé commercial britannique en Afrique de l’Ouest francophone, Ben Coleman. Ce dernier était en séjour au Togo dans le cadre du quatrième Forum Royaume-Uni-Afrique francophone de l’Ouest et du Centre (UK-WCAF IV). Les échanges ont été faits en présence du nouvel ambassadeur britannique au Togo, Robert John Marshall.

Ben Coleman s’est réjoui de cette rencontre avec le président du Conseil sur l’avenir du partenariat entre le Royaume-Uni et les pays de l’Afrique francophone de l’Ouest et du Centre. Il a salué la qualité des travaux de ce Forum, soulignant particulièrement la participation remarquable du président du Conseil à la cérémonie d’ouverture, au cours de laquelle il a exposé sa vision ambitieuse

d’un nouveau chapitre du partenariat entre le Royaume-Uni et l’Afrique francophone. « C’était un grand honneur pour nous d’être avec le président du Conseil. Nous sommes au Togo pour deux jours afin d’approfondir les relations entre le Royaume-Uni et l’Afrique de l’Ouest francophone sur le plan commercial. Ce qui m’a beaucoup ému et touché, ce n’est pas seulement que le Togo a organisé une conférence d’une qualité extraordinaire, mais c’est que le président même lui a donné son appui avec un discours très bien reçu » a-t-il déclaré. Ben Coleman s’est félicité des orientations du président du Conseil pour la mise en œuvre efficace des conclusions du Forum en vue d’approfondir le partenariat économique

et commercial entre le Royaume-Uni et les pays de l’Afrique francophone de l’Ouest et du Centre. « Nous avons également discuté de comment

l’avenir entre le Togo, le Royaume-Uni et tous les pays africains qui sont représentés » a-t-il précisé. Le quatrième Forum Royaume-Uni-Afrique

de l’Afrique francophone pour discuter des nouvelles relations commerciales et des projets pour soutenir les pays francophones.

Les travaux du forum ont été ponctués par plusieurs sessions pays consacrées notamment au Togo, au Cameroun, au Sénégal, au Bénin, à la Mauritanie, à la Côte d’Ivoire, à la République démocratique du Congo (RDC), à la Guinée et au Congo. Cette rencontre comprenait également des déjeuners de réseautage et des tables rondes portant sur des thématiques clés telles que l’accès au capital, le régime commercial pour les pays en développement (DCTS) et les Accords de partenariat économique (APE).

TM et presidenceduconseil.gouv.tg



Faure Gnassingbé (à droite)/Image : presidenceduconseil.gouv.tg

nous pouvons apprendre des choses de cette conférence et approfondir nos relations. Alors nous avons eu une conversation très intéressante et j’ai beaucoup d’espoir pour

francophone de l’Ouest et du Centre (UK-WCAF IV) est placé sous le thème « Le succès engendre le succès ». Il a réuni 1500 personnes et chefs d’entreprises de dix pays

Gouvernement

Faure Gnassingbé lance la machine de la cinquième République

Un peu plus d’un mois après la nomination d’un nouveau gouvernement, le président du Conseil Faure Gnassingbé a présidé le premier Conseil des ministres de la cinquième République.

Cette première réunion de ce nouvel exécutif a eu lieu le vendredi 14 novembre 2025. La première chose qui a été faite, et qui est d’ailleurs une urgence, est l’adoption du budget de l’Etat, comptant pour l’exercice 2026. En effet, les députés n’ont désormais que six semaines (1 mois et 2 semaines) pour examiner

à atténuer les différents chocs que le pays pourrait connaître. Les incertitudes sont devenues une réalité avec laquelle l’on doit compter. La tenue de ce Conseil des ministres est le signe que Faure Gnassingbé et son équipe se sont mis au travail. Les Togolais espèrent donc que les efforts qui étaient déjà en cours, se renforcent et s’accélèrent, notamment dans le domaine économique et du social. L’éducation, la santé, l’emploi des jeunes,

Travailleurs non-salariés (TNS), sans oublier l’inclusion financière. Sur le plan de la santé, la rénovation des formations sanitaires, la construction de nouvelles et leur équipement sont attendus. Certains de ces chantiers étaient déjà en cours. Qu’en est-il de l’éducation ? La formation professionnelle, notamment dans les filières scientifiques, techniques et technologiques est vivement souhaitée afin d’aider les jeunes à s’insérer plus facilement sur le marché du travail. Même si jusqu’ici le président du Conseil et son équipe ne se sont pas encore présentés à l’Assemblée nationale, l’on espère une collaboration suffisamment forte entre les deux institutions. Dans un contexte de régime parlementaire, il s’agit d’un impératif. Le Parlement (Assemblée nationale et Sénat) pour sa part est appelé à jouer un rôle accru dans le contrôle des actions de l’exécutif. Quoi qu’il en soit, ce qui intéresse les populations, c’est l’amélioration de leur quotidien. Et Faure Gnassingbé l’a compris en se mettant au travail.

Edem Dadzie



Faure Gnassingbé (Image : presidenceduconseil.gouv.tg)

et étudier le document en Commission, afin de l’adopter en plénière. Sur le plan économique, l’année prochaine, les perspectives semblent bonnes pour le Togo, en espérant que le gouvernement parviendra

l’agriculture etc... restent des priorités sur lesquelles le gouvernement va continuer à intensifier ses actions. Parlant du social, l’on pense à l’Assurance maladie universelle (Amu) qui est en train de toucher progressivement les

Cédéao-Togo

La Libérienne Deweh Emily Gray s’installe à Lomé

La Communauté économique des États de l’Afrique de l’Ouest (Cédéao) dispose d’une nouvelle représentante résidente au Togo.



Professeur Robert Dussey (à droite)/Image : www.republiquetogolaise.com

Le jeudi 13 novembre 2025, la Libérienne Deweh Emily Gray a présenté sa lettre de nomination au ministre des Affaires étrangères, de la Coopération, de l’Intégration africaine, et des Togolais de l’extérieur, le professeur Robert Dussey. Désignée en juin dernier, la diplomate succède au Bissau-Guinéen Barros Bacar Banjai. Au Togo, Deweh Gray aura pour mission de renforcer la collaboration entre la Cédéao et le gouvernement, de soutenir les initiatives en matière de paix et de sécurité, de promouvoir les programmes de développement économique et de défendre les valeurs communes de démocratie et de bonne gouvernance dans l’ensemble de la sous-région ouest-africaine. Pour rappel, la Cédéao, créée il y a cinq décennies, œuvre pour l’intégration économique, la coopération politique et la promotion de la paix et de la stabilité au sein des États membres. Le Togo, membre fondateur, préside depuis l’an dernier le Parlement de la Communauté.

La rédaction

Cédéao

Un quart de siècle de parlementarisme au service des peuples

25 ans se sont écoulés depuis que le Parlement de la Cédéao est né « sur les fonts baptismaux à Bamako ». Un quart de siècle d'élans, de doutes, de progrès, et surtout de convictions. Ce 16 novembre, l'institution souffle son Jubilé d'argent avec espérance. A cette occasion, la présidente du Parlement, Mémounatou Ibrahima, dans une déclaration, a souligné les réalisations, les défis et l'avenir prometteur de la communauté régionale.

En un temps où les contours géopolitiques se redessinent, le Parlement revendique plus que jamais sa vocation première : être « la voix des peuples ouest-africains ». Au fil des années, il s'est imposé comme un acteur central de l'intégration régionale, fidèle à la vision « d'une Cédéao des peuples ». Cette ambition, portée par les pères fondateurs, reste la boussole de l'institution.

L'adoption de « l'Acte

Additionnel de 2016 » demeure l'un des tournants majeurs de cette histoire. Ce texte a renforcé ses prérogatives et marqué « une étape historique pour

de l'ordre constitutionnel, la promotion de la bonne gouvernance et la participation aux actes communautaires. Des avancées saluées, mais

suffrage universel direct, jugée « primordiale », pose autant d'espoirs que de questions. Comment rapprocher davantage l'institution des citoyens?

d'accès à l'information ? Autant d'obstacles qui appellent persévérance et innovation.

L'avenir, lui, se dessine avec ambition. Accélérer l'harmonisation des législations, consolider un « espace économique unifié », renforcer la paix en s'attaquant aux causes profondes des conflits, sont essentiels. Et surtout, engager la jeunesse, grâce aux outils numériques à l'ère de l'Intelligence artificielle, sont des axes essentiels pour la Cédéao.

En célébrant ce Jubilé d'argent, le Parlement de la Cédéao se tourne vers demain, porté par une certitude : son unité est sa force. Et son avenir, une œuvre collective à construire.

TM



Mémounatou Ibrahima, présidente de la Cédéao

notre démocratie régionale ». Depuis, le Parlement s'illustre dans la défense

encore fragiles. Car des défis persistent. La transition vers le

Comment garantir une éducation civique solide et réduire les inégalités

Transport aérien

Faure Gnassingbé, champion désigné du Mutaa

En représentant le président du Conseil, Faure Gnassingbé, champion désigné du Marché unique du transport aérien en Afrique (Mutaa), Edem Tengué, ministre-conseiller, a porté la voix du Togo. Ce 13 novembre à Punta Cana en République Dominicaine, il a évoqué la vision d'un espace aérien africain unifié; ceci, à l'occasion du 26^e anniversaire de la décision de Yamoussoukro.

Le Togo a rappelé la constance de sa position dans la libéralisation du transport aérien africain. En marge des négociations de l'OACI, le ministre Edem Tengué a pris la parole lors de la célébration du 26^e anniversaire de la décision de Yamoussoukro, sous le thème : « Développer des liaisons aériennes intra-africaines : concrétiser les avantages du Mutaa ».

Au cours de cette rencontre, Edem Tengué a su mettre en lumière la vision de Faure Gnassingbé, champion désigné du Marché unique du transport aérien en Afrique depuis 2018. Il s'agit d'un continent mieux connecté, soutenu par des infrastructures aériennes modernes et par une volonté politique affirmée. Il a rappelé que, pour le président togolais, « de nos jours, le transport aérien n'est plus un luxe mais une nécessité économique et sociale ».

Le message togolais est que l'unification du ciel africain est un levier d'intégration, de croissance et de mobilité. En défendant « un espace



aérien africain unifié » et une connectivité renforcée, notamment numérique,

Lomé confirme sa volonté de participer activement à la construction d'un marché

aérien africain compétitif.

L'aéroport international de Lomé s'inscrit au cœur de cette ambition. Avec sa position stratégique et son développement constant, il constitue l'un des atouts majeurs du pays pour devenir un hub régional et favoriser une meilleure circulation des biens, des services et des personnes.

Edem Tengué a réaffirmé l'engagement du Togo à soutenir la mise en œuvre du Mutaa. Avec une vision cohérente et une diplomatie active, le pays entend rester un acteur clé dans l'ouverture et la modernisation du ciel africain.

TM

En un clic,
payez votre
TVM par

sur l'application
OTR TVM
Disponible sur Google Play

OTR
OUEST TRADING REGION

FÉDÉRER POUR BÂTIR
www.otr.tg

Togo / Budget 2026

Projeté à 2 740,5 milliards FCFA avec 3 innovations sociales majeures

En dévoilant le budget 2026, ce vendredi 14 novembre, le gouvernement a posé les bases d'une nouvelle phase de développement, celle où chaque franc investi doit bâtir une école, soigner un Togolais ou encore soutenir une entreprise. Au cœur de cette architecture financière, 3 innovations sociales se distinguent, prêtes à accélérer la transformation du Togo.

Le Togo aborde 2026 avec un budget de 2 740,5 milliards FCFA, en hausse de 14,4 % par rapport à 2025. Le texte, adopté lors du premier Conseil des ministres de la V^e République, est présenté comme un budget « orienté vers le social ». Le communiqué est précis : « près de 48 % des ressources budgétaires seront consacrés aux

secteurs sociaux ». Le budget 2026 qui n'est pas seulement un exercice comptable, est une promesse sociale, d'équité et d'avenir. Mais au-delà des chiffres, 3 innovations se détachent. 3 mesures qui traduisent la volonté de rapprocher la politique publique du quotidien des populations.

3 innovations sociales majeures

La première innovation est un crédit d'impôt pour les citoyens à mobilité réduite. Une mesure sans précédent, pensée pour ouvrir les portes de l'emploi à ceux qui les trouvent encore trop souvent fermées. Le texte parle d'un « crédit d'impôts en faveur

du recrutement de nos compatriotes à mobilité réduite ». Une avancée sociale qui crée une brèche dans les discriminations. La deuxième innovation est d'alléger la charge des jeunes et des femmes entrepreneurs. Le gouvernement introduit « des mesures de facilitation pour le paiement des droits d'enregistrement des marchés ». Dans un monde où les obstacles administratifs freinent encore les vocations entrepreneuriales, cette décision compte. Elle exhorte les jeunes et les femmes à oser avancer, et les assure de l'écoute de l'Etat. La troisième innovation est de soutenir la production

carnée locale. Le pays veut réduire sa dépendance alimentaire. Dès 2026, « la provenderie bénéficiera d'une exonération de taxes à l'importation ». Ce coup de pouce devrait stimuler la filière, améliorer la compétitivité et encourager la production locale. Un geste fort pour les acteurs ruraux. Ces 3 mesures s'ajoutent aux 11 dispositifs déjà en vigueur, parmi lesquels « l'exonération de la taxe sur les nouveaux véhicules », une mesure liée aux engagements environnementaux du pays. Le cadre global reste prudent mais ambitieux : une croissance de 6,5 % est projetée, tirée par l'agriculture,

l'industrie, le numérique et l'investissement privé. Le gouvernement promet également un renforcement des moyens dédiés à la sécurité et à la défense afin « de garantir la stabilité ».

Le président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, a insisté sur une exigence : que l'impact des décisions soit réel et que chaque mesure soit visible pour garantir aux Togolais le bien-être social. Suite à l'adoption de ce projet de loi, c'est le tour des deux chambres du Parlement de jouer leur partition pour que ces promesses se traduisent en réalité.

TM

Lancement de l'EMCT-2

Le Togo actualise ses données pour le rebasage du PIB

Pour recueillir les données qui permettront de mieux mesurer la santé économique du pays, une équipe d'enquêteurs s'apprête à descendre sur le terrain. Cette initiative se déroule dans le cadre de la 2e Enquête sur les marges de commerce et de transport (EMCT-2), un outil essentiel pour moderniser son système statistique.



Des agents recueillant des données (Archives - Images prix sur le net)

L'objectif de cette opération est d'obtenir des chiffres plus fiables pour « le calcul du Produit intérieur brut (PIB) » et mieux saisir « les dynamiques économiques nationales ». L'initiative s'inscrit dans le cadre du projet de rebasage des comptes nationaux, conduit sous le SCN 2008, conformément aux standards internationaux. L'EMCT-2 permettra de mesurer les marges commerciales et de transport, des éléments clés dans l'élaboration du PIB. L'enquête couvre un large échantillon d'entreprises formelles et informelles : grossistes, détaillants, transporteurs routiers de marchandises et de passagers. Sur le terrain, les agents de l'INSEED, « dûment identifiés par leurs badges », administreront un questionnaire strictement confidentiel, conformément à la loi n°2011-014. Mais derrière les formulaires se joue un véritable enjeu de gouvernance. Pour les ministères en charge, cette enquête dépasse le cadre administratif. Elle répond à un besoin vital : disposer d'outils fiables pour orienter les politiques publiques. Comme l'explique un cadre du ministère de la Planification, « cette enquête permettra de mieux appréhender la structure des prix et la formation des marges ». Elle offrira surtout « une révision plus réaliste des agrégats économiques ». Les autorités appellent donc les acteurs économiques à coopérer pleinement. Les données recueillies renforceront la crédibilité du pays auprès de ses partenaires et aideront à affiner les mesures de soutien au secteur privé.

Edy Alley

Togo

33 milliards FCFA levés sur le marché régional

En dépassant son objectif dès l'ouverture des adjudications du 13 novembre, le Togo a envoyé un message clair aux marchés régionaux : sa stratégie financière tient le cap. En levant 33 milliards FCFA là où 30 étaient attendus, le pays avance avec précision dans le financement de son budget 2025.

Le Trésor togolais visait 30 milliards FCFA. Il en a obtenu 33. Un dépassement maîtrisé, en ligne avec sa stratégie de financement. Comme le souligne le rapport de l'Agence Umoa-Titres, les investisseurs ont

% », sur une maturité de 3 ans. À cela s'ajoutent 3 milliards FCFA mobilisés via les BAT de 346 jours. Une combinaison courte-longue, pensée pour équilibrer les besoins immédiats et la visibilité future. Cette opération marque la seconde sortie du Togo sur le marché régional au 4ème trimestre. Car sur cette période, le pays ambitionne de lever 100 milliards FCFA pour soutenir un budget 2025 fixé à 2397 milliards.

mêmes : 60,5 milliards FCFA levés sur le seul dernier trimestre. Une dynamique qui témoigne de la solidité de la stratégie d'endettement, mais aussi du lien de confiance entre le Togo et les marchés de l'Uemoa. Enclôurant cette opération avec un léger excédent, le pays démontre qu'il avance avec méthode, lucidité et constance. Une levée de fonds n'est jamais anodine. Celle-ci s'inscrit dans un calendrier où chaque



Centre administratif, économique et financier de Lomé

proposé « 48,2 milliards FCFA, soit 160,86 % de taux de couverture ». Les autorités ont retenu « 30 milliards FCFA pour les OAT... assortis d'un taux d'intérêt fixe de 6,25

Avec cette nouvelle mobilisation, le cumul annuel atteint désormais 325 milliards FCFA, soit « 97 % de l'objectif annuel fixé à 332 milliards FCFA ». Les chiffres parlent d'eux-

milliard compte, chaque adjudication rassure, et chaque résultat conforte un objectif : financer, avec rigueur, les priorités de l'année 2025.

Edy Alley

Système national de transfusion sanguine

Des investissements stratégiques pour renforcer le secteur

Au Togo, le système national de transfusion sanguine joue un rôle essentiel. Contribuant à sauver des vies, à assurer la santé publique et à soutenir les services médicaux, il intervient de manière significative dans l'amélioration du système de santé publique. Fort de son importance, le secteur ne cesse de bénéficier ces dernières années d'une attention particulière des autorités togolaises.

L'atteinte des objectifs de développement durable (ODD) dans le domaine de la santé passe également par la modernisation du système de transfusion sanguine. Crucial pour les procédures médicales comme les chirurgies et les traitements du cancer, il est d'une importance capitale dans les situations d'urgence. Que ce soit dans les accidents et les catastrophes, les systèmes de transfusion sanguine de par le monde interviennent pour assurer l'accès à du sang sûr et suffisant.

Quid de l'importance du système national de transfusion sanguine



Le président du Conseil en visite à Dogta Lafiè de Lomé

Particulièrement au Togo qui s'est engagé dans une modernisation de

son système de santé, le système national de transfusion sanguine ne cesse de faire l'objet d'une forte sollicitation. Il permet de réaliser des chirurgies complexes, de fournir des traitements vitaux pour les patients atteints de maladies chroniques comme l'anémie ou l'hémophilie, de soutenir les patients pendant nombre de traitements. Il est également sollicité pour les besoins urgents de sang en cas de traumatisme et d'hémorragies.

Veillant à ce que le sang et les produits sanguins soient sûrs grâce à des systèmes de qualité et de réglementation, le SNTS garantit un approvisionnement suffisant en sang pour répondre à la demande en s'appuyant sur un approvisionnement issu de donateurs volontaires et bénévoles.

Loin de sa contribution sanitaire, il joue également un rôle social. De par son apport, le SNTS permet d'assurer à tout citoyen,

un accès équitable à du sang de qualité. Mieux, par l'intégration des dons de sang dans le tissu social, il participe à renforcer la



Un équipement du CNTS pour l'acheminement rapide du sang

solidarité communautaire. Conscient du rôle salubre que joue le SNTS, les autorités togolaises vont s'employer à renforcer sa capacité et à moderniser ses équipements.

Renforcement du SNTS au Togo

Afin de garantir une chaîne transfusionnelle plus sûre et accessible, les autorités ont lancé en octobre 2025 la phase 3 du programme

national de renforcement du système de transfusion sanguine. Soutenue par un engagement financier accru, cette nouvelle étape vise à consolider les acquis et à étendre les résultats significatifs enregistrés depuis 2007.

Au fil des années, la démarche progressive a considérablement renforcé les capacités nationales, avec des résultats tangibles et mesurables qui traduisent un engagement constant en faveur du bien-être des populations.

Un investissement public soutenu et des infrastructures modernisées

Les autorités jouent un rôle central dans le financement et la mise en œuvre opérationnelle du programme, multipliant par 8,3 le budget de l'État alloué à la transfusion sanguine en huit ans, pour atteindre près de 800 millions de francs CFA dès 2014.

La phase 3 s'inscrit dans la continuité des précédentes, qui ont bénéficié d'investissements massifs

: plus de 500 millions de francs consacrés à la construction et à la réhabilitation d'infrastructures et plus de 750 millions à leur équipement.

Parmi ces réalisations figurent 6 postes de collecte et de distribution ainsi que plusieurs centres régionaux de transfusion sanguine modernisés, notamment au CHU Sylvanus Olympio et dans les grandes régions comme Kara, Dapaong et Sokodé.

La troisième phase vise à renforcer les compétences du personnel de santé à travers la formation de plus de 300 agents sanitaires dans les régions Centrale et Kara, tout en améliorant la chaîne logistique et la sécurité des produits grâce à un système d'hémovigilance renforcé.

Outre la formation, la modernisation des équipements dans les

en cas de besoin et indépendamment de son statut socio-économique,

Le sang, ressource vitale, demeure au cœur des priorités de santé publique.

centres de collecte et de traitement du sang se poursuit, garantissant un approvisionnement sûr et de qualité. La collaboration entre le gouvernement, la Croix-Rouge togolaise, l'Agence française de développement (AFD) et d'autres partenaires se renforce pour soutenir cet élan positif. Ainsi, l'on assiste à l'amélioration de la qualité du sang avec le renforcement du

une meilleure satisfaction des besoins en produits sanguins. Le suivi et le contrôle de la collecte à la distribution du sang aux bénéficiaires se voient aussi renforcés grâce à des investissements accrus.

Des résultats qui confirment l'efficacité du projet

Ces efforts produisent des résultats. Entre 2007 et 2014, le nombre de

la collecte par rapport à la même période en 2023.

Pour 2025, l'objectif est fixé à 52 000 poches, un défi que le gouvernement entend relever pour garantir un accès suffisant et sécurisé au sang dans les deux régions ciblées. L'impact attendu est conséquent : une amélioration substantielle de l'accès à des produits sanguins sûrs pour les patients

santé dans le système national, tout en limitant les circuits parallèles non sécurisés. La phase 3 du projet illustre l'engagement ferme et durable du Togo dans le domaine de la santé publique. À travers des investissements solides et une stratégie inclusive, le pays confirme son rôle de leader régional en matière de santé transfusionnelle.

Relever les défis

Malgré les investissements et la transformation structurelle de ces dernières années, le système national de transfusion sanguine du Togo reste confronté à des défis majeurs. Ceux-ci sont relatifs à un déficit de donneurs de sang volontaires et non rémunérés, entraînant souvent une pénurie de produits sanguins avec des conséquences sur la mortalité des patients.

Au-delà, le financement du système de santé, y compris du secteur de la transfusion sanguine qui dépend encore largement des partenaires techniques financiers et du budget de l'État, reste insuffisant pour répondre à tous les besoins. Et malgré les efforts, les défis restent persistants pour

Comment pallier le déficit des poches de sang ?

Face aux défis et pour remédier au faible engouement des donneurs de sang au Togo, il urge, selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), de mener des campagnes ciblées, notamment auprès des jeunes, et de valoriser auprès de ces derniers les gestes solidaires en leur expliquant l'impact du don de sang.

Autre mesure proposée par cette organisation : faciliter le don de sang en organisant des collectes mobiles régulières, en remerciant les donneurs réguliers tout en apportant des réponses concrètes aux craintes des potentiels donneurs.

Organiser des challenges en mettant en place des défis ou des concours en groupe d'étudiants pour stimuler la collecte de sang, pourrait également contribuer à mobiliser plus de donneurs.

Pour atteindre tous ces objectifs, la population est aussi invitée à jouer sa partition. Ce, en soutenant les efforts essentiels par le don régulier de sang, un acte généreux et citoyen



Une poche de sang (image illustrative)

système de transfusion pour garantir des produits sanguins labiles (composant issu du don de sang prêt à transfuser) sécurisés, notamment en se concentrant sur la gestion des dons et la réduction du taux de rejet des poches de sang.

L'installation d'incinérateurs, comme à l'USP de Binaparba, contribue à une gestion sécurisée des déchets biomédicaux. Des campagnes sont régulièrement lancées pour encourager le don de sang, en particulier auprès des jeunes, pour augmenter le nombre de poches de sang collectées. La formation du personnel des centres de transfusion et des formations sanitaires à la gestion de qualité et aux procédures de transfusion pour améliorer la prise en charge des patients constituent des avancées.

poches de sang qualifiées est passé de 21 000 à plus de 40 000. Pour l'année 2024, plus de 70 000 poches ont été collectées, dépassant largement

nécessiteux, contribuant ainsi à réduire les risques liés aux transfusions et à renforcer la lutte contre les maladies nécessitant un suivi transfusionnel



Une opération de prélèvement de sang

Au niveau de la gestion des stocks, l'on note également une amélioration pour répondre aux besoins de la population et atteindre

l'objectif initial de 50 000. Le premier trimestre 2024 a d'ailleurs enregistré une augmentation de 136% de

régulier. Ce progrès consolide la confiance des patients et des professionnels de

améliorer durablement la gestion des donneurs et réduire le taux de rejet des poches de sang.

qui permet de sauver des vies au quotidien.

Caleb Akponou

Les bons plans et les bonnes adresses à Lomé			
Quelques ambassades et consulats	BIBLIOTHEQUES	AGENCE DE COMMUNICATION	COURRIER EXPRESS
■ Ambassade des Etats-Unis; Tél: 22 61 54 70 ■ Ambassade d'Allemagne; Tél: 22 23 32 32 ■ Ambassade de France; Tél: 22 23 46 40 ■ Ghana Embassy; Tél: 22 21 31 94 ■ Ambassade d'Egypte; Tél: 22 21 24 43 ■ Ambassade du Niger; Tél: 22 21 60 25 ■ Ambassade de Chine; Tél: 22 22 38 56 ■ Union Européenne; Tél: 22 53 60 00 ■ Consulat de Belgique; Tél: 22 21 03 23 ■ Consulat de France; Tél: 22 23 46 40 ■ Consulat de Suisse; Tél: 22 20 50 60 ■ Consulat de Canada; Tél: 22 51 87 30 ■ Ambassade du Nigéria; Tél: 22 21 60 25 ■ Ambassade du Gabon; Tél: 22 26 75 63 ■ Ambassade du Brésil; Tél: 22 61 56 58 ■ Consulat de Sénégal; Tél: 22 22 98 35 ■ Consulat du Burkina Faso. Tél: 22 26 66 00 ■ Consulat du Niger; Tél: 22 22 43 31 ■ Consulat du Bénin; Tél: 22 20 98 80 ■ Ordre de Malte; Tél: 22 21 58 11 ■ RDC; Tél: 90 08 38 53	BIBLIOTHEQUE NATIONAL: Quartier Admi Tel: 22 21 04 10 CENTRE CULTUREL LOYOLA Quartier Agoè en face Camps FIR, Tel: 90 64 80 77 INSTITU FRANÇAIS DE LOME: Quartier Administratif; Tel: 22 23 46 60 / 22 23 46 65 LIBRAIRIE GRAIN DE PENSEE: 30, bvd du 13 janvier Tel: 22 22 32 43 LIBRAIRIE BON PASTEUR: Quartier Assiganto Avenue Sylvanus Olympio Tel: 22 22 26 66 LIBRAIRIE BONNE SEMENCE: Quartier Avé Maria, Avenue du 30 Août LIBRAIRIE STAR: Quartier Béniglato, rue du lac Togo Tel: 22 22 74 83 ESPACES CULTURELS CENTRE BRIN DE CHOCOLAT: Quartier kodjoviakopé; Tel: 22 20 06 59 / 90 04 32 86 CENTRE CULTUREL: DENYIGBAN; Quartier St Joseph, rue Anima Tel: 22 41 98 16 CENTRE CULTUREL: LOYOLA; Quartier Agoè Tel: 90 64 80 77 CENTRE ODAYE: Quartier Hédzranawoé Tel: 90 64 80 77 CENTRE ODAYE: Quartier Hédzranawoé Tel: 22 42 12 07 MANNEQUINAT & HÔTESSE ALLURE MODE AGENCE; Tel: 99 22 04 62 CHALLENGE AGENCE; Tel: 92 27 91 66 SALLE DE CINEMA HARMONIE SIGNATURE: Résidence de la caisse Tel: 22 26 12 55 CANAL OLYMPIA: Tokoin Gbadago Tel: 98 34 83 52 CINEMA GREENFIELD: Quartier Tokoin hôpital Tel: 22 21 12 55	AG Partners: Sise à Cassablanca www.couleurafrique.com Larry Event Day (LED) Une agence événementielle, Organisation d'évènement privé et professionnel; Communication, Location d'espaces, Conseils, Wedding Planner et Décoration Tél/ 22 21 87 80 / Cel: 98 77 40 54 Avenue François Mitterrand rue des Cocotiers SUPERS MARCHES A LOME CONCORDE: (Atikoumé; juste à côté de l'UTB RAMCO: (Qtier Assivito, Av de la Nouvelle Marche) LE CHAMPION SUPER MARCHE: (Boulevard du 13 Janvier); Tél: 22 22 74 43 FRUITS ET LEGUMES MARCHE ABATTOIR: (Juste en face du Super Marche Le Champion) MARCHE DE GOYI SCORE: (Juste en face du Super Marché RAMCO) PANIER BIO CENTRE MYTRO NUGNA: (Qtier Adidogomé, carrefour des Franciscains, Tél: 91 81 25 38 DANSE ET COURS DE ZUMBA AFT : Quartier: Décon. Tél: 97 99 7919 COURS DE CAPOEIRA : Salle GYM TONIC. Tél : 90 79 79 90 COURS DE ZUMBA : HOTEL RESIDENCE «LES ANGES»; Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30 COURS DE ZOUMBA (VITAL CLUB, Nana BLAKIME) ; Tél 90 30 38 75 CIE CADAM (Danse traditionnelle africaine) ; Tél : 90 15 39 87 SALSA (Club Salsa 7- Henry Motra) ; Tél : 91 70 61 86 AVIATION AERO-CLUB DU GOLFE (Route de l'aéroport) Tél : 22 40 04 99	COURRIER EXPRESS DHL (Qtier Nyékonakpoè, 15 78 ; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli) Tél: 22 21 68 51 EMS TOGO (Tél: 22 26 70 51) FEDEX (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1e étage) Tél: 22 21 24 96 TOP CHRONO (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68 SDV EXPRESS (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26 OPERATEURS TELEPHONIQUES MOOV :Tél. 22 20 13 20 TOGO CELLULAIRE : Tél. 22 22 66 11 TOGO TELECOM : Tél. 22 21 47 14 SANTE GENERALISTES DR CORINNE JOULIN-KARKA ; Tél: 22 23 46 77 CLINIQUE BIASA ; Tél: 22 21 11 37 CLINIQUE SAINT-RAPHAËL ; Tél: 22 25 92 77 CHU TOKOIN ; Tél: 22 21 25 01 CHU CAMPUS ; Tél: 22 25 47 39 / 22 25 77 68 HORLOGE PARLANTE ; Tél: 116 CLINIQUE UNIDIAL spécialisée en Hemodialyse / Tokoin habitat Rue des filaos; Tel 23 36 01 00 / 90 39 45 72 OU MANGER ET DORMIR A LOME? RESTAURANT LE TABLIER (Qtier Cacavéli, Bd de la Kara, 2è ruelle à droite après pharmacie Shalom venant de Bodjona) Tél: (00228) 91 36 23 66 / 96 96 80 80 HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Qtier : Foréver; Tél : 90 17 03 30 HÔTEL BALKAN (Qtier Hédranawé); Tél : 22 61 30 63 LE MERLOT (Qtier Kassablanca) Tél : 93 05 11 11 MUSCULATION ET MASSAGE Le NAUTILUS-FITNESS : HOTEL RESIDENCE « LES ANGES» Tél : 22 26 34 71 / 90 17 03 30 BODYBUILDING-CLUB (Rue des hydrocarbures) ; Tél: 90 24 10 72 GYM CENTER (Qtier Nyékonakpoè, Avenue Joseph Strauss); Tél : 90 04 76 60 GYM FIL «O»PARC (Agoè Nyivé) ; Tél : 22 35 18 28 GYM GHIS PALACE (Qtier Baguida) ; Tél : 22 71 49 70

Commérages

J'ai invité une go, on est sorti et j'ai commandé un poulet, ça y est au feu et pendant qu'on attend, elle me dit :
- bébé je ne vais pas dormir avec toi hein...! Je dois rentrer après.
J'ai eu froid en même temps; je me suis mis à regarder en bas de nos chaises..
Surprise, elle me demande : - tu cherche quoi bébé.?
Moi : mon argent est perdu; je cherche mon portefeuille.
Vas dire au vendeur de poulet de laisser...
J'espère que tu as ton argent de taxi retour.?
Elle : huummm bébé, je m'amuse ow.! Je dors avec toi mon cœur...
Moi : bébé, je viens de retrouver mon portefeuille, c'était dans ma poche arrière, vas dire au vendeur de poulet d'ajouter 2 poulets encore.!!!

Ma chérie, Il ne faut jamais laisser ton mari prier étant silencieux...il peut demander Dieu une deuxième femme on ne sait jamais

Introspection

Un garçon offre à sa fiancée une poupée. Elle s'énerve, prend la poupée et la jette dans la rue. Son fiancé arrive et lui dit :
- Pourquoi tu as jeté la poupée ?
Elle répond :
- Parce que je n'aime pas ton cadeau.
Lui va dans la rue et ramasse la poupée, quand surgit une voiture qui circulait dans la rue et le renverse, causant ainsi sa mort.
Le jour de l'enterrement, la fiancée en larmes prend la poupée, la serre dans ses bras...
Au moment où elle la serre dans ses bras, la poupée dit : Veux - tu te marier avec moi ?
Alors elle, impressionnée, laisse tomber la poupée, et de la poche de la poupée tombent 2 alliances.
Moralité de l'histoire : " Aime ce que tu as, avant que la vie t'enseigne à aimer ce que tu as perdu

Blagues

Deux aveugles s'apprêtaient à se battre devant un fou, et le fou dit à haute voix, je supporte celui qui a le couteau. Les deux ont pris la fuite. Pour l'instant, je ne sais pas s'ils sont arrivés à destination

Un accident se produit. 11 blessés et 12 mOrts. Le ministre de la sante a dit que les blessés auront chacun 50.000f, et les mOrts 2.000.000f chacun. Un blessé se lève et se couche parmi les mOrts, un mort étonné lui dit: rejoins ta place, on t'a déjà comptés

Enigme





**grand
chapitre
2025**

Grand Chapitre des Compagnons du Beaujolais Devoir du Togo



50 000
FCFA

Dîner de gala.



Samedi 22 Novembre 2025



20 Heures



Hôtel SAKAKAWA



90 05 70 13

Football

La FTF réinvente l’organisation et l’homologation des compétitions

Du renouveau au sein de la Fédération togolaise de football (FTF). L’instance a officiellement procédé au renouvellement de sa commission d’organisation des compétitions et d’homologation.

Ce changement acté mardi 11 novembre 2025 et qui intervient conformément aux statuts et règlements de la FTF, a permis de mettre en place une nouvelle commission pour le cycle 2025-2027. Chargée d’encadrer le bon déroulement du football au niveau national, la nouvelle commission est présidée par Ama Aklisso. Président d’honneur du club ASCK, Ama Aklisso a été vice-président de la FTF. Sous



son mandat, la commission accueille également des membres issus des ligues régionales et des clubs, conformément aux statuts et règlements de la FTF.

Si la vice-présidence de la commission est assurée par Palanga Pagui Essodina, Are Pare, Mani Ouassan, Agblewonou Komlanvi, Moussa Chérifa, Amegnibo

Ulrich, Telou Balakinèbawi, et Pedessi Esso-K’nam, complètent le reste du bureau de la commission.

Quid de la mission assignée à la commission ? Occupant une place centrale dans l’organisation de la FTF, la commission d’organisation des compétitions et d’homologation est chargée d’organiser et d’assurer le suivi des compétitions nationales. Il a pour mission de veiller à la régularité et à la conformité des rencontres, d’homologuer les résultats, d’examiner les éventuelles réserves

ou litiges et de garantir l’équité et le respect des règlements sur l’ensemble du territoire.

Aussi, cette commission s’occupe des aspects techniques et administratifs des championnats, en rendant des décisions sur les litiges concernant les joueurs, les licences et les transferts, pour garantir la conformité des compétitions et l’équité des résultats. Elle traite toutes les questions relatives au football et à la formation des jeunes.

Caleb Akponou

Coupe du monde de beach-volley 2025
Début difficile pour le Togo

La Coupe du monde de beach-volley a officiellement démarré le 14 novembre 2025 à Adélaïde en Australie. Samedi 15 novembre 2025, le duo togolais Bruno Kotoka et Achille Samani ont fait leur entrée contre la République Tchèque et le dimanche, sa deuxième sortie face à la Lettonie.



Le duo Samani/Kotoka, représentant l’équipe nationale de beach-volley

Face à la République tchèque, championne en titre, l’équipe nationale togolaise s’est faite épingler sur un score de 21-5 puis 21-11. Peu expérimentée et prenant part pour la première fois à cette compétition de niveau mondial, l’équipe togolaise qui était face à l’une des meilleures de la compétition n’a pas réussi à faire parler sa détermination. Devant la paire tchèque Perusic/Schweiner, le duo togolais Bruno Kotoka et Achille Samani s’est incliné sur un score final de 21-5 puis 21-11. Une défaite togolaise intervenue sur l’arbitrage du Sud-Africain et Porto-Ricain Giovanni Bake et Carlos L. Rivera Rodriguez.

Au bilan général pour ce premier match de poule, l’équipe togolaise termine avec 16 points totaux, contre 42 pour les Tchèques, de quoi matérialiser la précision adverse et un volume

d’erreurs trop élevé côté togolais : 10 fautes pour Kotoka, 8 pour Samani, rapporte le site foot.tg.

Deuxième entrée face à la Lettonie

Après la République tchèque, le Togo était face le samedi 16 novembre 2025, à la Lettonie pour le compte de son deuxième match de poule.

Championne en titre d’Europe, la Lettonie a également fait parler son expérience face à l’équipe togolaise. Le duo letton Plavins & Fokerots a donc réussi à prendre le devant sur son homologue du Togo en rapportant la partie. Score final (2 set à 0) : Lettonie 42, Togo 24. Cependant, l’on note une

amélioration dans le jeu des Togolais. Par rapport à leur premier match perdu contre la République tchèque (5-21 ; 11-21), Kotoka et Samani ont su mieux gérer la pression, trouver plus de repères sur le sable australien, et jouer plus intelligemment. On note notamment : une meilleure coordination entre les deux joueurs, un volume d’attaque en hausse, un service plus offensif rapporte lequipe228.com.

De cette deuxième rencontre, il ressort clairement que l’équipe togolaise apprend de ses erreurs, s’adapte et pose les bases d’un jeu de plus en collectif. Une avancée qui permet de croire en l’avenir

affronte ce lundi les États-Unis, un autre poids lourd. Champion en titre de la zone Nord de la Confédération nord-américaine de volleyball (NORCECA), le duo américain Partain/Benesh est également considéré comme l’un des favoris de cette coupe du monde de beach-volley. Cependant, le duo Achille Samani et Bruno Kotoka du Togo entend donner le meilleur pour sortir avec une victoire. L’objectif étant de pouvoir inscrire le nom du Togo avec une victoire dans les agendas de cette compétition mondiale.

Un parcours de combattant

Selon les analystes, le Togo a hérité pour sa première

se qualifier, a dû réussir un exploit historique en se passant des équipes favorites du continent. Un exploit, qui aujourd’hui place le Togo au sommet du beach-volley africain.

Classés dans le top cinq (5) de la zone Afrique, les Éperviers beach-volleyeurs sont 4ème sur le continent derrière le Mozambique. Ce classement dans le top 5 est intervenu en juillet dernier, après que le pays a engrangé 680 points suite à ses exploits successifs sur le continent. Nommée « Meilleure équipe sportive collective » aux Mérites sportifs 2024, l’équipe togolaise peut se targuer de son parcours sur le continent malgré l’expérience de la Coupe du monde.

Qu’est-ce que le beach-volley ?

Dérivé du volley-ball, le beach-volley se différencie par le fait qu’il se joue à l’extérieur sur une plage ou sur un terrain recouvert de sable. Sport collectif, le beach-volley oppose deux équipes composées de deux joueurs, séparées par un filet, s’affrontant avec un ballon qu’ils se renvoient avec des mains ou des pieds.

Si le beach-volley se joue souvent avec deux joueurs par équipe, dans certains pays à l’instar de la France, il se pratique avec trois (3) voire quatre (4) joueurs par équipe.

Caleb Akponou



Une action lors de la confrontation du Togo

de ce duo, qui dispute son troisième match lundi. **Relever le défi à la 3è sortie** Pour sa dernière sortie de match de poule, le Togo

participation à la coupe du monde de beach-volley d’une des poules les plus relevées de la compétition. Mais si bien que n’étant pas favori, le pays pour

Bénin/Constitution

Révision constitutionnelle : un septennat pour contourner sans modifier

L'adoption, en pleine nuit, de la révision constitutionnelle à Cotonou a autant surpris par sa célérité que par l'écho qu'elle renvoie au Togo voisin. Un an plus tôt, Lomé avait inauguré une 5^e République qui redessinaient profondément l'architecture du pouvoir. Deux pays, deux démarches, mais une même interrogation traverse ces réformes : comment ajuster le temps politique et réimaginer les institutions dans un contexte marqué par la longévité des régimes et la quête de stabilité ?

Au Bénin, le prétexte officiel était limpide : mettre enfin en place le Sénat prévu depuis 2019. Dans les faits, la réforme va bien au-delà. Tous les mandats électifs, présidentiel, législatif et municipal, passent de cinq à sept ans. Les autorités insistent : la limite des deux mandats présidentiels n'a pas bougé. « Nous ne changeons pas les règles », scandent-elles. Sans doute ; mais la durée des règles, elle, s'étire sensiblement.

Pour beaucoup, cette extension tient de la pirouette institutionnelle. Patrice Talon, que certains imaginaient prêt à modifier la Constitution pour se frayer un chemin vers un troisième mandat, a finalement trouvé une alternative plus subtile. En propulsant son dauphin, Romuald Wadagni, dans un système de septennats renouvelables une fois, il s'offre une présence politique prolongée : quatorze années

d'influence potentielle au sommet de l'État. Une manière de conserver la main sans occuper officiellement le fauteuil. Dans cette configuration, désigner un successeur ne signifie pas un retrait. Cela dessine plutôt la possibilité d'un rôle d'arbitre, d'inspirateur discret mais durable, dans un exécutif façonné selon une vision de long terme.

La réforme intervient d'ailleurs dans un climat qui interroge. La Haute autorité de l'audiovisuel et de la communication vient de retirer la carte de presse à plus d'une centaine de journalistes. Le timing intrigue : pourquoi resserrer l'espace médiatique précisément au moment où se joue une transformation silencieuse de l'État ? Coïncidence administrative ou stratégie politique ? Difficile à dire, mais difficile aussi d'ignorer l'enchaînement.

À Lomé, la réforme de 2024 s'inscrivait dans une logique tout autre. Le Togo n'a pas touché à la durée des mandats ; il a plutôt réinventé le système. Avec l'entrée dans la 5^e République, le pays est passé à un régime parlementaire où, du moins en théorie, le centre de gravité du pouvoir se déplace vers le Parlement, au nom du peuple souverain.

Cette refonte, contestée sur son opportunité et son absence de large consensus, a le

homme. L'enjeu n'est plus seulement d'allonger les mandats,

classiques. Au Bénin, il s'agit moins de transformer que d'aménager, en allongeant le cycle politique



Patrice Talon

mérite de proposer une lecture structurelle de la gouvernance. Le Togo rompt avec la tradition présidentialiste dominante en Afrique de l'Ouest. En transférant le pouvoir exécutif vers un président du Conseil émanant des députés, il revendique une forme d'innovation institutionnelle, parfois qualifiée de « modèle africain », où la stabilité découlerait d'un exécutif enraciné dans la représentativité parlementaire plutôt que dans la verticalité d'un

mais de repenser la place du temps politique : la continuité institutionnelle prime sur la longévité individuelle. Selon ses promoteurs, ce modèle permet de replacer le citoyen, par l'intermédiaire de ses représentants, au cœur du débat public.

Ainsi, on est en présence de deux réformes et de deux philosophies. Au Togo, l'ambition affichée est de redistribuer les pouvoirs et de rebâtir un système, quitte à rompre avec les canons démocratiques

sans toucher à l'ossature.

Ces ajustements témoignent d'une Afrique de l'Ouest en pleine recomposition institutionnelle. Chaque régime cherche sa formule : perdurer, se réinventer, ou simplement s'adapter. Mais la question centrale demeure : ces révisions renforcent-elles réellement la démocratie ou consolident-elles, sous des formes diverses, l'emprise du pouvoir ?

Alexandre Wémima

Sénégal/Politique

Fissure de l'unité Faye-Sonko en pleine difficultés économiques du pays

Au Sénégal, le « rêve Diomaye-Sonko » semble vaciller. Après leur victoire conjointe en 2024, le président Bassirou Diomaye Faye et son Premier ministre Ousmane Sonko, jadis symboles d'un nouveau politique, sont aujourd'hui pris dans un bras de fer ouvert, au cœur de la coalition « Diomaye Président ». Cette tension, loin d'être un simple désaccord organisationnel, éclaire une lutte plus profonde : qui exerce réellement le pouvoir et quelle vision guide la refondation du régime ?

Le 8 novembre, Sonko a organisé un meeting populaire sur l'esplanade du stade Léopold-Sédar-Senghor, qu'il présentait comme un moment de ralliement historique. Des

milliers de militants sont venus, attestant d'une popularité intacte pour le Premier ministre. Son ton a été combatif : il a ciblé l'opposition, la justice, mais aussi certains « alliés » au sein de sa propre majorité, dénonçant des manœuvres internes. Pour beaucoup, ce rassemblement n'était pas seulement un appel à la mobilisation ; c'était une mise en garde : Sonko n'entend pas rester en retrait. L'événement a mis en lumière la force de sa base populaire, mais aussi sa différence stratégique par rapport au président.

Trois jours après le meeting, le président Faye a pris une décision choc : limoger Aïssatou Mbodj, proche fidèle de Sonko, à la tête de la coalition « Diomaye Président », et la remplacer par Aminata Touré, ancienne Première ministre et coordonnatrice de la campagne présidentielle de 2024. Faye justifie ce choix par la nécessité de rendre la coalition « plus opérationnelle, mieux structurée », des termes laissant entendre que l'alliance a perdu de sa cohésion. De son côté, le parti PASTEF de Sonko a

réagi vivement : selon lui, le président n'a pas le droit de « démettre » Mbodj, car la coalition ne lui appartient pas en propre. Ce rejet public pose une question plus vaste : dans quelle mesure la coalition est-elle un simple véhicule électoral, et non un instrument indépendant, contrôlé par le président ?

Selon plusieurs analystes, cette confrontation dépasse le cadre d'un litige interne. Il s'agit d'un combat pour la légitimité politique : Sonko, très populaire, est vu comme le moteur idéologique du

mouvement ; Faye, quant à lui, veut structurer et institutionnaliser cette dynamique autour de son propre pouvoir exécutif.

Ce conflit révèle aussi un danger : sans compromis, la coalition pourrait finir par s'autodétruire, affaiblissant le pouvoir qu'elle a mis tant d'espoir à conquérir. Certains craignent un éclatement qui fragiliserait la gouvernance dans un moment où le pays fait face à des défis sérieux (économiques, sociaux, institutionnels).

T.M.



La solution de
vos paiements et transferts instantanés
au **Togo** et dans
toute l'**UEMOA** !

- 24h/24 et 7j/7 •
- Sécurité garantie •

Coris Bank International,
votre **partenaire de référence.**



BENIN



BURKINA FASO



COTE D'IVOIRE



GUINÉE BISSAU



MALI



NIGER



SÉNÉGAL



TOGO

La Banque Autrement
<https://togo.coris.bank>

